

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Chine & Mongolie

Une publication du SER de Pékin
Semaine du 20 novembre 2023

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Finances publiques : de janvier à octobre, la Chine enregistre un déficit public de 5 734 Mds RMB (735 Mds EUR), inférieur à celui enregistré sur la même période en 2022

Crédit et masse monétaire : les nouveaux crédits bancaires continuent à augmenter en octobre

Banque et finance [\(ici\)](#)

Institutions : nomination du PM LI Qiang au poste de chef de la Commission financière centrale du Parti communiste

Moyens de paiement : MasterCard obtient une licence de compensation de cartes bancaires

Secteur immobilier : les banques tenues de soutenir le secteur

Marché boursier : forte croissance de l'indice de la bourse de Pékin cette semaine, porté par le soutien des autorités

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Relation Chine-US : entretien entre Wang Wentao et Gina Raimondo

Relation UE-Chine : le MofCom critique le choix des entreprises retenues dans le cadre de l'enquête européenne sur les véhicules électriques

Relation Chine-Japon : établissement d'un canal de communication sur les mesures de contrôle export

Commerce bilatéral : hausse continue des exportations françaises et baisse du déficit bilatéral sur les neuf premiers mois de 2023

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Batteries : Stellantis signe un accord stratégique avec CATL pour l'approvisionnement en batteries lithium-fer-phosphate sur le marché européen

Données numériques : l'EUCCC livre une enquête sur la perception par les entreprises européennes du cadre réglementaire chinois des données numériques

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Climat : les experts climat anticipent un pic des émissions carbone chinoises bien avant 2030, voire dès 2024 selon le CREA

Développement urbain : publication d'une directive sur la rénovation urbaine

Aviation civile : une réforme de la gestion de l'espace aérien chinois vise à faciliter l'usage des eVTOL

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong [\(ici\)](#)

Tourisme : hausse des touristes de groupes « low-cost » provenant de Chine continentale à Hong Kong

GBA : annonce d'un plan pour « supprimer la frontière numérique » entre Hong Kong, Macao et la province du Guangdong

Macao [\(ici\)](#)

Gouvernement : jusqu'à 30 % du budget 2024 sera consacré à des mesures sociales

Taiwan [\(ici\)](#)

Balance de paiements : l'excédent du compte courant augmente de plus de 20 % au T3 2023

Semi-conducteurs : la consommation d'électricité du secteur de l'industrie à la hausse

Chine continentale

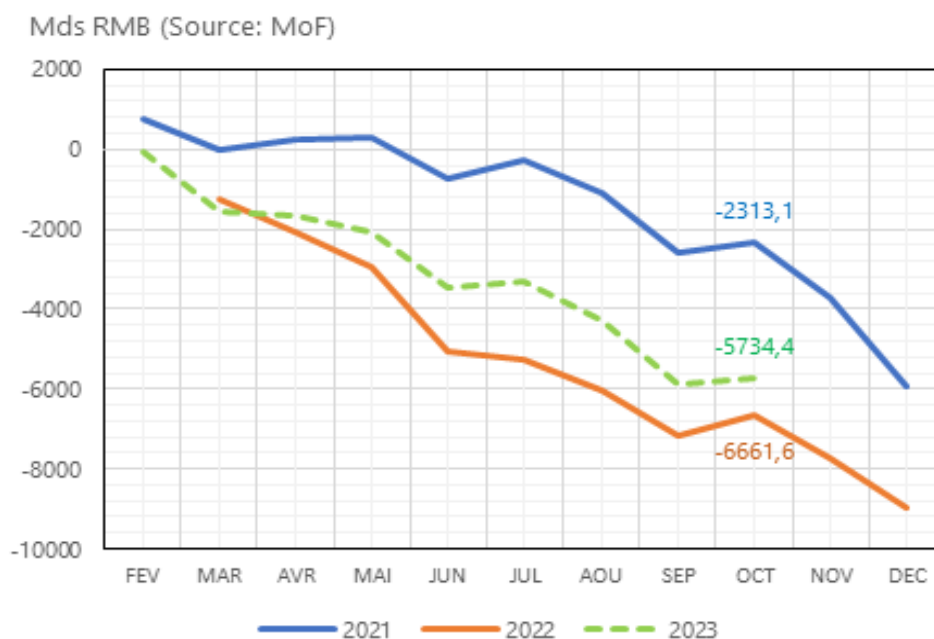
Conjoncture

Finances publiques : de janvier à octobre, la Chine enregistre un déficit public de 5 734 Mds RMB (735 Mds EUR), inférieur à celui enregistré sur la même période en 2022

Nota bene : les données mensuelles publiées par le Ministère des finances (MoF) détaillent les recettes et les dépenses du budget général national (dit « premier compte public »), qui regroupe les recettes et dépenses générales du gouvernement au niveau central et local, ainsi que du « deuxième compte public », qui correspond à divers fonds publics. Le déficit officiel est le solde du seul premier compte, après transferts et ajustements avec les autres comptes. Les données concernant le troisième et le quatrième compte, qui couvrent respectivement des fonds liés aux capitaux d'État et les caisses de sécurité sociale, ne font pas l'objet de communication mensuelle par le MoF. Cette [publication](#) du Trésor présente ces questions comptables de façon plus détaillée.

De janvier à octobre, la Chine [enregistre](#) un [déficit public](#) de 5 734 Mds RMB (735 Mds EUR). Il n'est pas possible d'évaluer ce montant au regard du PIB étant donné que le chiffre du PIB n'est publié que trimestriellement.

Evolution (en cumulé) du déficit public depuis 2021



Principales composantes du premier compte

Libellé	En Mds RMB	JAN à OCT (en g.a.)
Recettes Totales	18 749	8,1 %
Recettes non-fiscales	2 965	-3,8 %
TVA domestique	5 968	51,8 %
Impôts sur les sociétés	3 962	-6,3 %
Impôts sur le revenu	1 247	-0,5 %
Dépenses Totales	21 573	4,6 %
Education	3 222	5 %
Sécurité sociale & emploi	3 322	8,7 %
Remboursement des dettes	971	4,1 %

La forte augmentation de la TVA s'explique par la suppression de la politique massive de report du versement de la TVA qui avait été mise en œuvre pour soutenir les entreprises pendant la période Covid.

Crédit et masse monétaire : les nouveaux crédits bancaires continuent à augmenter en octobre

La croissance de [l'encours de financement de l'économie](#) (« *Total social financing* », TSF) au mois d'octobre s'établit à 9,3 % en g.a. (+9 % en septembre). L'encours des prêts bancaires en RMB, le composant principal du TSF (avec 62,5 % du total), augmente de 10,7 % en g.a. (même croissance que septembre).

Détail de la composition du TSF (en Mds RMB)

Libellé	Montant (OCT)	Croissance en g.a. (OCT)	Croissance en g.a. (OCT 2022)
<i>Total Social Financing</i>	374 170	9,3 %	10,3 %
Crédits bancaires	233 260	10,7 %	10,9 %
Obligations gouvernementales	67 710	14,3 %	16 %
Obligations des entreprises	31 440	-0,7 %	7,8 %
M1	67 470	1,9 %	5,8 %
M2	288 230	10,3 %	11,8 %
Dépôts en RMB	281 650	10,5 %	10,8 %

[Retour au sommaire](#) [ici](#)

Banque et finance

Institutions : Nomination du PM LI Qiang au poste de chef de la Commission financière centrale du Parti communiste

Le 20 novembre, le Premier ministre LI Qiang a présidé la première réunion de la Commission financière centrale (中央金融委员会), institution du Parti créée en mars 2023 à partir de l'ancien Bureau du Comité de la stabilité et du développement financier du Conseil des affaires d'Etat (*Financial Stability and Development Committee under the State Council*). La mission principale de cette commission est de renforcer la direction du Parti sur le travail financier et d'être responsable de la stabilité et du développement financier. Pour mémoire, VPM HE Lifeng est le chef du Bureau de cette commission (voir la brève de la semaine du 6 novembre).

Cette commission est distincte de :

- La Commission centrale sur le Travail financier (中央金融工作委员会), également créée en mars 2023, qui travaille sur les affaires en relation avec le Parti (affaires disciplinaires notamment)
- La Conférence centrale sur le travail financier (中央金融工作会议), qui a lieu tous les 5 ans et dont la dernière édition s'est déroulée fin octobre

Sur le fond, LI a sans surprise appelé à « étudier et mettre en œuvre les principes directeurs » prononcés fin octobre par le Président XI Jinping lors de la dernière Conférence centrale, et à assurer le « développement de qualité ». Outre la mention des secteurs prioritaires déjà annoncés fin octobre (technologie, écologie, finance inclusive, retraite, finance numérique), LI rappelle la priorité à la lutte contre les risques financiers et souligne le besoin d'une meilleure coordination entre les régulateurs.

Moyens de paiement : MasterCard obtient une licence de compensation de cartes bancaires

Le 19 novembre, la PBoC et la NFRA (*National Financial Regulatory Administration*), ont annoncé avoir approuvé dite de « compensation de cartes bancaires » soumise par la coentreprise entre MasterCard et NetsUnion Clearing Corporation (NUCC, 网联清算有限公司). La licence permettra à la société de mandater des institutions pour émettre des cartes bancaires en RMB sous la marque MasterCard. Il s'agit de la 3^{ème} institution ayant obtenu la licence en Chine pour exercer ces avec China UnionPay et Express (Hangzhou) Technology Service Co., Ltd. (连通 (杭州) 技术服务有限公司), coentreprise entre American Express et LianLian DigiTech (连连数字).

MasterCard NetsUnion ne devrait pas avoir un impact important sur le marché chinois des moyens de paiement, étant donné un marché déjà très

saturé. Toutefois, elle pourrait développer des activités en matière de paiements transfrontaliers.

Secteur immobilier : les banques tenues de soutenir le secteur

Les autorités de régulation financière chinoises ont organisé le 17 novembre une réunion destinée aux institutions financières dédiée aux risques financiers.

Concernant l'immobilier, les autorités ont réitéré le principe de « *répondre sans discrimination aux besoins de financement justifiés des entreprises immobilières quelle que soit la nature des droits de propriété* » (publique ou privée, comme évoqué lors de la réunion de la Commission financière centrale), *de soutenir le financement par actions des sociétés immobilières, de renforcer le soutien financier pour la livraison de logements, de promouvoir les fusions et acquisitions dans le secteur ainsi que d'améliorer la politique financière pour la location de logements.* »

D'après des participants, les autorités de régulation financière envisageraient d'établir une liste de 50 entreprises immobilières de qualité pour faciliter leur accès au financement. Elles envisageraient également d'imposer aux banques « trois exigences » :

- i) La croissance des prêts immobiliers consentis par les banques concernées (liste non diffusée) doit être supérieure à la croissance moyenne des prêts immobiliers pour l'ensemble du secteur bancaire
- ii) Au sein d'une même banque, la croissance des prêts aux promoteurs privés doit être supérieure à la croissance des prêts immobiliers
- iii) Au sein d'une même banque, la croissance des prêts aux ménages ayant utilisé les services d'un promoteur privé doit être supérieur à la croissance des prêts immobiliers aux ménages totaux.

Pour rappel, l'évolution des volumes de ventes mensuels des 100 plus grandes sociétés immobilières en septembre et octobre ont été respectivement -29,2% et -27,5% en g.a, et la baisse du résultat cumulé de janvier à octobre a continué à s'accroître pour atteindre -12,8% en g.a.

Sur un autre sujet, le 22 novembre, la PBoC [a annoncé avoir tenu une autre réunion](#) avec des banques, pour inciter ces dernières à davantage prêter aux PME dans le domaine des sciences et de la technologie.

Marché boursier : forte croissance de l'indice de la bourse de Pékin cette semaine, porté par le soutien des autorités

Cette semaine, la plupart des indices chinois enregistrent une baisse modérée, à l'exception de l'indice principal de la bourse de Pékin. Celui-ci augmente de 21 % par rapport à la semaine précédente, et de 31,2 % par rapport au début de ce mois, surpassant son niveau de début d'année. Après un début d'année difficile, l'indice BSE50 connaît une remontée depuis la mi-octobre. Celle-ci s'est brutalement accélérée cette semaine,

dans le contexte où, hier, le Conseil des Affaires d'Etat [a endossé](#) un plan de travail de la Mairie de Pékin sur le secteur des services, appelant les institutions financières à augmenter leur soutien aux PME listées sur le BSE.

L'indice HSCEI de la bourse de Hong Kong (*Heng Seng Chinese Enterprise Index*) enregistre une hausse de 1,1 %.

S'agissant du stock connect, les marchés chinois enregistrent cette semaine des sorties nettes des capitaux, d'un montant de 3,16 Mds RMB, après des sorties nettes de 4,98 Mds RMB la semaine dernière.

	CSI 300	SSE	SZSE	ChiNext	STAR Market 50	BSE 50	HSCEI
De 20 à 24 NOV	-0,8%	-0,4%	-1,4%	-2,4%	-3,0%	21,0%	1,1%
Depuis le 1er NOV	-1,0%	0,7%	-0,2%	-1,5%	-1,1%	31,2%	3,0%
Depuis le 1er JAN	-8,6%	-1,6%	-10,7%	-17,4%	-9,9%	5,0%	-9,9%

Retour au sommaire [ici](#)

Echanges et politique commerciale

Relation Chine-US : entretien entre Wang Wentao et Gina Raimondo

Dans le sillage de la rencontre entre les présidents Xi et Biden, un entretien s'est tenu le 16 novembre à San Francisco entre le ministre chinois du Commerce Wang Wentao et la secrétaire américaine au Commerce Gina Raimondo. Les deux parties sont convenus à l'issue de cette réunion que les autorités des deux pays en charge du commerce organiseront la première réunion du groupe de travail commercial au cours du premier trimestre de l'année prochaine. Des discussions techniques se tiendront aussi en janvier 2024, entre experts américains et chinois, sur le renforcement de la protection des secrets commerciaux et des informations commerciales confidentielles dans le cadre des procédures administratives d'octroi de licences.

Selon le [communiqué chinois](#), Wang W. a regretté la politisation des échanges commerciaux et d'investissement. Il a plus précisément fait part de ses préoccupations concernant le contrôle des exportations de semi-conducteurs destinés à la Chine, les sanctions à l'encontre d'entreprises chinoises, les restrictions aux investissements et les droits de douane au titre de la section 301. D'après le [communiqué américain](#), G. Raimondo a insisté pour sa part sur le caractère non-négociable de la sécurité nationale, précisant que les contrôles export américains ciblent exclusivement des technologies affectant la sécurité nationale américaine ou « favorisant des objectifs de politique étrangère », et ne sont pas conçus pour freiner la croissance économique de la Chine.

Relation UE-Chine : le MofCom critique le choix des entreprises retenues dans le cadre de l'enquête européenne sur les véhicules électriques

Lors d'une [conférence de presse](#) le 16 novembre dernier, le porte-parole du ministère du Commerce (MofCom) a critiqué le choix de l'échantillonnage retenu par la Commission européenne dans le cadre de son enquête anti-subsidiation sur les importations de véhicules électriques depuis la Chine. Selon le Mofcom, trois entreprises chinoises ont été retenues pour constituer l'échantillon de l'enquête : BYD Co. Ltd., Zhejiang Geely Holding Group Co. Ltd. et SAIC Motor Corp. Ltd.. Le MofCom a notamment dénoncé l'absence d'entreprise européenne dans l'échantillon de l'enquête en déclarant que ce choix « viole les règles de l'OMC ».

Pour rappel, lors d'une enquête antidumping ou anti-subsidiation, la Commission européenne procède à un échantillonnage lorsque le nombre d'acteur économique opérant sur le marché tiers est important.

Relation Chine-Japon : établissement d'un canal de communication sur les mesures de contrôle export

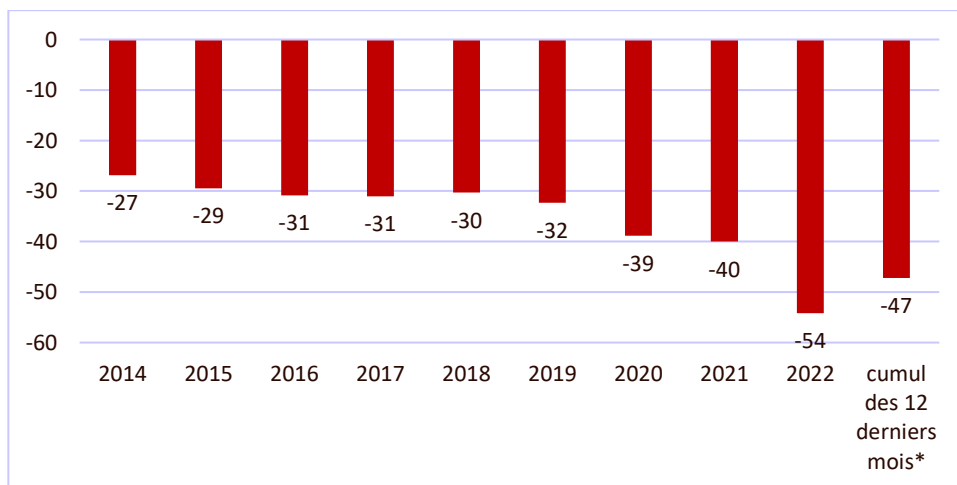
En marge du sommet de l'[APEC](#), le ministre chinois du Commerce, Wang Wentao, et le ministre japonais de l'Economie, du Commerce et de l'Industrie, Yasunori Nishimura, sont convenus de l'établissement d'un dialogue sur les mesures de contrôle sur les exportations. Ce mécanisme [prévoit](#) la tenue d'au moins une réunion par an entre les deux parties afin d'échanger sur les mesures de contrôle export à un niveau technique, la première réunion étant prévue pour le premier semestre de 2024.

Pour rappel, Tokyo [a imposé](#) en mai dernier des mesures de contrôle export sur 23 machines nécessaires à la fabrication de semi-conducteurs avancés. Cette annonce était intervenue après l'adoption en octobre 2022 par les Etats-Unis de mesures de contrôle export sur plusieurs produits de l'industrie des semi-conducteurs.

Commerce bilatéral : hausse continue des exportations françaises et baisse du déficit bilatéral sur les neuf premiers mois de 2023

Sur les neuf premiers mois de 2023, le déficit commercial continue de se résorber grâce à la forte dynamique des exportations françaises vers la Chine (+14 % en g.a. à 19 Md€). La fin de la politique « zéro-covid » et la réouverture des frontières ont permis une forte reprise des ventes françaises dans le secteur aéronautique (+63 % en g.a. à 4 Md€) et dans le secteur agricole et agroalimentaire (+16 % en g.a. à 3 Md€). Si les importations françaises depuis la Chine enregistrent une légère baisse en valeur par rapport à 2022 (-8 % à 53 Md€), les importations des produits issus du secteur automobile ont pour leur part fortement augmenté (+123 % en g.a. à 3 Md€). En outre, le déficit commercial français demeure toujours au-dessus de son niveau pré-pandémique (+43 % en g.a. par rapport à 2019).

Évolution de la balance commerciale bilatérale (Md€)



* d'octobre 2022 à septembre 2023

Source : [Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects](#)

[Retour au sommaire](#) [ici](#)

Industrie et numérique

Batteries : Stellantis signe un accord stratégique avec CATL pour l’approvisionnement en batteries lithium-fer-phosphate sur le marché européen

Le 21 novembre, Stellantis a [annoncé](#) la signature d’un accord non-engageant (MoU) avec le géant chinois des batteries CATL pour l’approvisionnement en Europe de cellules et modules de batteries LFP (lithium-fer-phosphate), afin de soutenir la production européenne de véhicules électriques Stellantis. En outre, Stellantis et CATL envisagent de créer une coentreprise à contribution équivalente, dédiée à la fabrication de batteries LFP.

Pour rappel, Stellantis a conclu un partenariat avec le constructeur automobile chinois Leapmotor en octobre dernier ([voir brèves du SER de Pékin – semaine du 23 octobre 2023](#)).

Données numériques : l’EUCCC livre une enquête sur la perception par les entreprises européennes du cadre réglementaire chinois des données numériques

La Chambre de commerce de l’Union européenne en Chine (EUCCC) a mené une enquête flash auprès de ses membres du 16 au 27 octobre 2023 sur l’impact de la réglementation chinoise en matière de données sur les entreprises européennes.

Si 31 % des 99 entreprises répondantes reconnaissent avoir amélioré la sécurité de leurs données, 59 % d’entre elles font part d’une augmentation de leurs coûts de mise en conformité sur les dernières années. Par ailleurs, 31% témoignent de pressions à localiser les données manipulées et/ou les architectures réseaux en Chine. Une vaste majorité d’entreprises européennes souhaiteraient plus de clarté sur les termes clés liés au transfert transfrontalier de données, y compris des définitions précises pour les « données importantes » (81 %) et les « informations personnelles » (59 %). Cette enquête donne aussi un éclaté des données les plus fréquemment transférées hors de Chine par les entreprises européennes. Ce sont principalement les informations personnelles des employés (78 %), suivies des informations personnelles des fournisseurs et des clients (67 %).

Pour mémoire, la CAC a publié le 28 septembre dernier des propositions de mesures visant à alléger les restrictions sur les échanges transfrontaliers de données numériques ([voir les brèves du SER de Pékin du 9 octobre 2023](#)).

Retour au sommaire [ici](#)

Développement durable, énergie et transports

Climat : Les experts climat anticipent un pic des émissions carbone chinoises bien avant 2030, voire dès 2024 selon le CREA

Une [enquête](#) réalisée auprès de 89 experts climat et énergie par le *Centre for Research and Clean Air* (CREA), montre un optimisme grandissant pour un **pic des émissions anticipé de la Chine** (70 % des experts pensent qu'il aura lieu avant 2030 et 21 % avant 2025), **mais à un niveau d'émissions bien supérieur** (+ 15 % par rapport à 2020). Le **pic de consommation énergétique devrait intervenir avant 2030** selon les sondés, mais le pic de consommation du charbon et le pic des émissions du secteur de l'énergie sont incertains (avant ou après 2030). Pour rappel, l'AIE estime que la Chine pourrait atteindre son pic de consommation énergétique et d'émissions de CO₂ dès 2025 ([voir brèves du 30 octobre 2023](#)). En ce qui concerne les industries de l'acier et du ciment, la majorité des experts estiment que le pic d'émissions de CO₂ devrait intervenir avant 2025 (la fédération chinoise des matériaux de construction affirmait que le pic serait en 2025 pour l'acier et 2023 pour le ciment, [voir brèves du 5 septembre 2022](#)).

Par ailleurs, une [analyse](#) d'un chercheur du CREA estime que les **émissions carbone de la Chine pourraient atteindre leur pic et commencer à décliner dès 2024**, si la production solaire et éolienne est suffisante pour couvrir la croissance de la demande électrique. Les facteurs sous-jacents d'un tel déclin des émissions en 2024 seraient : i) une contraction de l'industrie polluante du ciment (due à la crise du secteur immobilier) ; ii) des installations solaires et éoliennes record, avec une production des nouvelles capacités EnR qui devrait représenter la consommation électrique annuelle française – 420 TWh ; iii) un boom des investissements dans les capacités de production de technologies vertes (600 GW de production de cellules solaires sont attendus fin 2023, 800 GWh de production des batteries, 30 % de parts de marché des VE) ; iv) cette place grandissante des EnR pourrait créer un nouveau groupement d'intérêt économique, qui pourrait venir concurrencer celui du charbon, dont les capacités sont toujours en expansion (+[25 GW](#) de permis octroyés au Q3). Cette prévision dépendra en outre de la croissance de la demande électrique et de la production hydroélectrique qui a été très affectée par les sécheresses des étés 2021 et 2022. Pour rappel, les émissions carbone ont rebondi au Q3 2023 (4,7 % en *g.a.*), notamment à cause de la consommation accrue de pétrole et d'électricité.

Capacités installées et production d'électricité additionnelles des EnR attendues pour 2023

Expected capacity additions in 2023 and added annual generation

Source	GW	Average utilisation	TWh
Solar	210	13.6%	251
Wind	65	23.0%	130
Nuclear	3	83.4%	21
Hydro	7	36.7%	21
Total	284	17.0%	423

Source : [CarbonBrief](#)

Développement urbain : publication d'une directive sur la rénovation urbaine

Le ministère des Ressources naturelles a récemment publié les « [lignes directrices](#) sur la planification et les politiques foncières à l'appui de la rénovation urbaine », visant la création de villes « vivables, résilientes et intelligentes » et encourageant les localités à développer des politiques innovantes de rénovation urbaine adaptées aux conditions locales. Le document demande que les plans d'aménagement pour la rénovation urbaine soient intégrés dans le système d'information national, baptisés « carte unique », pour assurer un suivi efficace de la mise en œuvre. Il énonce six objectifs clés : 1) promouvoir la transformation et la modernisation industrielles ; 2) étendre et moderniser les infrastructures ; 3) améliorer la qualité de vie des résidences ; 4) protéger et transmettre l'histoire et la culture ; 5) optimiser la configuration et la qualité des espaces publics ; 6) encourager les technologies vertes et numériques intelligentes.

En ce qui concerne la mixité fonctionnelle, les lignes directrices recommandent d'incorporer, dans la rénovation de terrains industriels, une proportion d'autres fonctions industrielles connexes et d'installations de soutien. La rénovation des résidences doit favoriser des combinaisons de fonctions telles que le résidentiel, la recherche et développement, les bureaux, le commerce et les services publics. Cela vise à améliorer la conservation et l'utilisation intensive des sols.

Aviation civile : une réforme de la gestion de l'espace aérien chinois vise à faciliter l'usage des eVTOL

Le 2 novembre, le Bureau de la Commission nationale de gestion du trafic aérien, [a publié](#) pour avis le « Règlement sur la gestion de l'espace aérien

de la République populaire de Chine ». La date limite pour les avis publics sur ce règlement est fixée au 3 décembre 2023.

Ce règlement vise à clarifier les responsabilités des différentes administrations dans la gestion de l'espace aérien. La Commission nationale de gestion du trafic aérien, une entité auparavant dépendante des armées et rattachée depuis 2021 au Conseil des affaires de l'Etat, serait désormais chargée des politiques majeures de l'ATM (*air trafic management*), tandis que le bureau qui lui est associé assurerait le travail quotidien de gestion. Les « entités régionales de l'ATM » coordonneraient l'ATM dans leurs zones respectives.

Le règlement spécifie également les catégories d'espace aérien, notamment l'espace aérien contrôlé (catégories A, B, C, D et E) et l'espace aérien non contrôlé (catégories G et W). L'utilisation des catégories B, C, D, E et G serait soumise à l'approbation de la Commission nationale de gestion du trafic aérien. [Selon un expert](#) de l'aviation civile chinoise, les nouvelles catégories G (sous 300m) et W (sous 120m) viseraient à faciliter l'utilisation de drones légers et de eVTOL (aéronef électrique à décollage et atterrissage verticaux).

Retour au sommaire [ici](#)

Hong Kong et Macao

Hong Kong

Tourisme : hausse des touristes de groupes *low-cost* provenant de Chine continentale à Hong Kong

Le nombre de groupes organisés de touristes en provenance de Chine continentale à Hong Kong a connu une croissance mensuelle constante depuis le début de l'année 2023. L'[Office du Tourisme de Hong Kong](#) a révélé que 26,8 millions de touristes ont visité la RAS au cours des dix premiers mois de l'année, dépassant ainsi la prévision annuelle de 25,8 millions. Cependant, malgré l'afflux croissant de touristes, les statistiques gouvernementales sur les ventes au détail ne suivent pas cette tendance à la hausse. Cette disparité est principalement due à l'augmentation de groupes organisés « *low-cost* » visitant Hong Kong. Ces voyages de courte durée (parfois une nuit) coûtant seulement 70 EUR en moyenne, introduisent une nouvelle forme de tourisme à Hong Kong, moins fortunée et donc moins dépensière (on observe le même phénomène dans les casinos de Macao). Plusieurs facteurs expliquent ce phénomène, tels que la disponibilité croissante des biens de luxe en Chine continentale, la perte d'attractivité de Hong Kong depuis 2019 et l'émergence de nouvelles destinations prisées dans la région.

GBA : annonce d'un plan pour « supprimer la frontière numérique » entre Hong Kong, Macao et la province du Guangdong

Les autorités de la province du Guangdong ont récemment dévoilé le projet de « supprimer la frontière numérique » entre Hong Kong, Macao et le Guangdong, dans le but de faciliter les échanges humains et financiers entre ces régions. Le plan *Digital Greater Bay Area*, prévu pour 2025, comprend la création d'un portail en ligne intégré à l'application gouvernementale hongkongaise [iAM Smart](#), offrant aux résidents et aux entreprises des deux côtés de la frontière un accès simplifié à une gamme variée de services publics numériques (enregistrement des entreprises, accès aux soins de santé, prestations de sécurité sociale, achat de billets de transports transfrontaliers etc.). De plus, le plan vise à faciliter les procédures transfrontalières, y compris la reconnaissance des signatures numériques et la délivrance de permis de voyage pour se rendre en Chine continentale. Certains experts soulignent cependant la potentielle perte de la spécificité économique hongkongaise à mesure de son intégration à la GBA et donc à la Chine continentale.

Retour au sommaire [ici](#)

Gouvernement : jusqu'à 30 % du budget 2024 sera consacré à des mesures sociales

Lors d'une récente séance de l'Assemblée législative, Lei NONG, Secrétaire à l'Économie et aux Finances, a annoncé que le gouvernement de Macao prévoyait d'affecter jusqu'à 30 % du budget de l'année 2024 à des mesures sociales. Cette décision met en évidence l'engagement du gouvernement à soutenir activement les personnes âgées, les étudiants, les ménages à faibles revenus et les petites et moyennes entreprises locales. Cette annonce témoigne de la volonté de promouvoir le bien-être social à Macao et de réduire la forte dépendance au secteur du jeu en recentrant les efforts du gouvernement vers d'autres domaines d'activité.

Clause de non-responsabilité - Le Service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Retour au sommaire [ici](#)

Taiwan

Balance de paiements : l'excédent du compte courant augmente de plus de 20 % au T3 2023

D'après la dernière [publication de la Banque centrale de Taïwan \(CBC\) sur la balance des paiements](#), l'excédent du compte courant s'est établi, au troisième trimestre 2023, à 27 Mds USD (contre 22 Mds au T3 2022), enregistrant une hausse de +23 % en glissement annuel. Cette progression s'explique notamment par [le surplus du commerce de biens \(30 Mds USD\)](#) qui augmente de près de 70 % par rapport au T3 2022, atteignant un record historique.

La CBC observe que la baisse des exportations ralentit, -15 % au T3 contre -23 % au T2 2023, mais que celle des importations reste encore importante (environ -30 % sur les deux derniers trimestres). Le commerce de services enregistre un déficit de -4 Md USD (plus de -200 % par rapport au T3 2022), entraîné par le solde négatif des services de voyages (-2,7 Mds USD), les dépenses des touristes taïwanais à l'étranger étant deux fois plus importantes que celles des étrangers sur l'île.

Quant au compte financier dont les sorties nettes s'établissent à près de 26 Mds USD au T3 2023 (-9 % en g.a.), les IDE enregistrent un solde négatif de près de -6 Mds USD, atteignant un niveau record, avec une hausse des sorties (6,1 Mds USD ; y compris les investissements de TSMC aux Etats-Unis) et des entrées (0,2 Mds USD, montant le plus faible depuis T4 2011). Les investissements en portefeuille affichent un solde négatif, tirés par des investissements importants des compagnies d'assurance taïwanaises dans les titres de créance (*debt securities*) à l'étranger (15,6 Mds USD), on observe également une baisse importante des investissements étrangers dans les actifs taïwanais (*equity*) (-19,6 Mds USD).

Semi-conducteurs : la consommation d'électricité du secteur de l'industrie à la hausse

Le Taiwan Research Institute [publie ses derniers chiffres](#) s'agissant de la consommation d'électricité du secteur de l'industrie et note une hausse au mois d'octobre de 0,16 % par rapport à 2022, soit une hausse consécutive sur les deux derniers mois 2023. Le secteur des semiconducteurs à lui seul enregistre une hausse de 8 % en glissement annuel. [Le TRI note que les inventaires du secteur s'écoulent de manière efficace](#) en lien avec l'engouement pour les applications AI et la sortie des derniers appareils électroniques. L'institut prévoit à cet égard une hausse du PIB taiwanais, toujours sur le mois d'octobre, de 4,4 %, après une hausse de 2,3 % sur le TR3.

[Retour au sommaire ici](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Pékin

christian.gianella@dgtresor.gouv.fr, hannah.fatton@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pékin

Abonnez-vous : laureen.calcat@dgtresor.gouv.fr